

Prends deux mille balles et

REFUGIES

La France, championne des droits de l'homme ne perdra pas la face. Le projet de loi constitutionnelle sur le droit d'asile, rendu nécessaire par les accords de Schengen, lui permet de sauver les apparences: la France, si elle le veut, restera terre d'asile. Si elle le veut. Avant ce projet, ce n'était pas un droit, mais une obligation. Le parlement discute le projet depuis hier. Le Sénat, puis les deux assemblées réunies en Congrès prendront le relais. L'article 53 de la Constitution sera révisé.

Autre modification de taille: les réfugiés, dont la demande d'asile aura été rejetée par un des pays signataires de Schengen, n'auront pas le droit de fouler la terre de France avant que les autorités n'aient statué sur leur cas. Réfugiés politiques, apatrides, ni l'un ni l'autre? Les Tziganes de Nanterre ont fait les frais de la stricte définition du statut de réfugié, élaborée en 1952 par la Convention de Genève: elle prend en considération les persécutions pour cause de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social, d'opinions politiques. Les Tziganes ne sont plus persécutés par l'Etat, depuis Ceausescu. Qu'ils le soient par certaines parties de la population roumaine ne leur permet pas de prétendre au statut de réfugié politique. Ni à celui d'apatride: ceux qui ont renoncé à leur nationalité roumaine l'ont fait volontairement (apparement sur des conseils douteux). Sont-ils encore quelqu'un? L'arrivée d'Algériens qui veulent échapper aux violences du FIS, eux non plus, ne fuient pas un Etat qui les persécute. En revanche, ils ont droit à la protection des autorités. Le pouvoir algérien est-il capable de l'assurer? L'Etat roumain peut-il assurer aux Tziganes qu'ils vivront en paix dans leur pays?

le Jour

JEUDI
28 OCT 1993



A l'ombre des tours de La Défense, huit cents Tziganes tentent de survivre depuis quatre ans dans la boue et le froid. L'OFPPRA a refusé d'accorder le statut de réfugiés politiques à la plupart d'entre eux. Depuis hier, les pouvoirs publics leur proposent une aide au retour. Mais, apatrides ou en situation irrégulière, ils craignent encore les persécutions et ne veulent à aucun prix retourner en Roumanie. Reportage.

Pour se rendre sur le chantier de l'autoroute A14 et A86, les grues et les pelleteuses empruntent un chemin boueux. Assis sur un amas de gravats sous le viaduc du RER, un gamin regarde monter le béton déversé par les bulldozers. Quand on lui demande si nous sommes bien sur le camp No 3, il acquiesce, en mettant en garde aussitôt: «Oui, mais attention, c'est des voleurs!» Derrière un amoncellement de terre, de

caddies ou de carcasses de voitures, on devine les roulottes et les cabanes des Tziganes roumains. Au milieu d'immondices et de flaques d'eau, des enfants jouent pieds nus dans la boue. A côté, des rats grouillent autour d'un amas d'ordures. Les mômes n'y prêtent plus attention.

Sur cette ancienne décharge publique, plus de trois cents Tziganes s'entassent depuis maintenant quatre ans. Un endroit doublement symbolique. C'est là que se trouvait le bidonville de Nanterre après-guerre, puis la cité de transit de Gutenberg. Ils sont au total près de 800 à avoir quitté la Roumanie même s'il est difficile d'en connaître le nombre exact. Ils vont, ils viennent. Ils ont quitté Lujol, Timisoara, Arad, Constanza. Ils ont traversé les frontières, à pied ou en camion, ils sont passés par la Yougoslavie, l'Italie, l'Espagne pour venir échouer sous le pont de Nanterre.

Petre Tudor vit dans ce camp depuis le début. Il a quitté Mikael Kogalniceanu son village natal près de Constanza, pour fuir les pogroms. Dès son arrivée en France, il a demandé un statut de réfugié politique. Rejeté. Ils sont peu nombreux ceux qui peuvent brandir une carte de séjour ou de réfugié. Les «chanceux» ont fait la demande avant ou pendant la chute de Ceausescu. Ceux qui sont venus après se sont vus refuser le statut de réfugié par l'OFPPRA, qui considère que, depuis le retour à la démocratie en Roumanie, il n'y a pas lieu de parler de persécutions d'ordre ethnique. Alors pour pouvoir rester en France, ils demandent le statut d'apatride: pour renoncer à leur nationalité, ils ont dû payer 2.500 francs à l'ambassade roumaine. Une somme qui correspond aux «formalités administratives», dit-on à l'ambassade. Mais, pour Nathalie Vitel, avocat du MRAP, cela ressemble fort à du racket.

Rien n'est acquis, le statut d'apatride ne leur est pas forcément reconnu. «Mais j'ai payé, je ne veux plus être Roumain, je veux des papiers», s'insurge Nicolae Neda, qui vient de recevoir une réponse négative de l'OFPPRA. Installé dans le camp avec toute sa famille, depuis 1989, il est aujourd'hui sans statut, sans recours. Son fils est né ici, il aurait pu être régularisé avant que le droit du sol soit révisé: «Je ne savais pas que mon fils pouvait être français, personne ne m'a rien dit». Ni Roumain aux yeux des Roumains, ni apatride aux yeux de la France, ils se retrouvent dans une situation de non-droit.

«C'est complètement abusque, on les ballote de part et d'autre», s'indigne Maître Meyra, avocat du MRAP.

Sans statut, ni papiers, on ne leur donne aucune perspective pour qu'ils s'en sortent autrement que par la débrouille. Certains comme Petre, le mécanicien, peuvent proposer leurs services ici, dans le camp. «C'est un boulot qui rapporte, il y a toujours quelque chose à réparer, une jante, la carrosserie à changer.» Ou comme Stan Ivan qui a installé un petit bar, «le Bar de Paris». Ça marche très fort pour lui. Ici, on boit beaucoup et pas que du Coca. Même les minots se régalaient à la bière. Mais, la plupart du temps, la manche dans le métro et les petits larcins sont les seuls moyens pour eux de survivre.

Les professionnels de la mendicité se lèvent assez tôt, pour arriver aux heures de pointe et éviter la concurrence des sans-abris dans le RER. Les chansons de leur pays ou le refrain, «Moi réfugié de la Roumanie, pas travail, s'il vous plaît une pièce» ne font plus recette. Alors pour attirer la population, ils embarquent avec eux des enfants en bas-âge ou sont accompagnés d'estropiés. Mais cela ne marche pas toujours. D'autant que certains sont plutôt effrayés à la vue d'un attroupement de Tziganes. Pour ne rien arranger, les relations ne sont pas toujours très bonnes avec leurs voisins du Chemin de l'Île qui fait face aux camps. Ce quartier est souvent le théâtre d'affrontements entre petits Tziganes et lascars de la cité. Sans parler des rumeurs alimentées par certains fantasmes: les Tziganes sont des sorciers, ils mutilent leurs enfants pour faire la manche. «Ils sont sales et agressifs, même s'ils ne sont pas méchants, moi j'en ai peur», avoue une habitante...

Ni Roumain aux yeux des Roumains, ni apatride aux yeux des Français

A l'incertitude de pouvoir faire manger la famille s'ajoute la peur d'être embarqué par la police. Effrayés par des cars de CRS qui quadrillaient les camps cet été, certains Roms sont partis. Pour revenir quelques mois après. Lorsque l'on vient leur parler de l'aide au retour, seule solution qui leur ait été proposée par le ministre de l'Intérieur, tous sont perplexes. La proposition du gouvernement est pourtant alléchante: chaque Tzigane reçoit 2.000 francs au moment du départ, et 3.000 francs trois mois après, auprès de l'ambassade de France en Roumanie. Ce qui représente à



casse-toi!

peu près l'équivalent de 480.000 lei, soit une année de salaire. Vassilu, ne lit pas les journaux, mais il n'a pas confiance. Il sait que l'on a voulu faire la même chose en Allemagne. En 1992, le gouvernement allemand a passé un accord avec le gouvernement roumain pour l'aide à l'insertion des Tziganes. Ceux-ci n'en ont jamais vu la couleur. L'échec de la tentative allemande a été retentissant. Aussitôt partis, les 8.000 Roumains concernés sont revenus en Allemagne. Quelques-uns sont venus grossir les camps de Nanterre. Pour éviter de commettre les mêmes erreurs, et mener à bien l'aide au retour, la préfecture de Nanterre a confié l'opération à deux organismes compétents: le Secours catholique et l'Office des migrations internationales. Ces deux organisations ont signé une convention. L'OMI se chargera du transport, le Secours catholique de l'insertion en Roumanie. Timisoara et Arad sont les deux villages d'accueil. Ces mesures sont pourtant loin de faire l'unanimité. Elles ne pourront répondre aux problèmes des apatrides, dès leur arrivée sur le sol roumain. «Toutes les solutions de renvoi sont illusoire, les frontières ne sont pas hermétiques surtout pour eux. Il faudrait davantage se préoccuper de les aider à se réinsérer», souligne Laurent Elghozi, président de l'Association des gens du voyage et adjoint à la mairie de Nanterre. En attendant le départ de ceux qui le désirent, l'Achav et Médecins du monde s'efforcent de combler les manques sanitaires et apportent un soutien juridique aux Tziganes. Depuis quinze jours, une camionnette de Médecins du monde tient lieu de permanence de soins. Stéphane, étudiant camerounais, doit faire face à tous les

cas de figure. Des études faites à Bucarest, lui permettent de parler avec les Tziganes sans interprète. Dès 10 heures et jusqu'à 15 heures, pas une minute de répit. «Notre action ne se limite pas aux soins, nous nous efforçons de les aider aussi dans leurs démarches administratives», explique Nicolas. Pendant que Stéphane effectue des consultations dans la camionnette, lui fait le tour des caravanes pour distribuer le courrier. L'adresse de Médecins du monde à Gennevilliers sert de domiciliation aux gens du camp. Ion Bot, le plus ancien reçoit autour d'un café dans sa petite cabane, faite de cartons et de tôles. Il parle péle-mêle, du froid, des inondations qui ont détrempé le terrain. Mais il s'échauffe lorsqu'on lui parle de l'aide au retour. Petre partage son avis: «Moi, prendre argent oui, mais pas partir», dit-il sans sourciller. Ion envisage, lui, de quitter Nanterre pour Bordeaux ou Perpignan. Le regard vide, il ajoute: «On ne nous aime pas ici, on est comme des bêtes, mais ils ne brûlent pas nos caravanes comme là-bas.»

Dehors la tension monte brusquement. Carmen, la fille de Ion accourt pour avertir de l'arrivée des flics. Encadré par les policiers, un agent de la préfecture vient effectuer le recensement: «No 18 c'est qui? Vous, vous avez un mois pour partir», déclare-t-il en tendant la lettre d'invitation à quitter le territoire. La présence de Nicolas parvient à calmer les esprits. «Non ils ne vont pas vous embarquer aujourd'hui», tente-t-il de rassurer. «Ceux qui veulent partir doivent se rendre à la préfecture, là-bas vous pouvez vous inscrire», déclare un autre agent. La réponse ne se fait pas attendre. «Jamais, jamais! Nous pas



retourner à la Roumanie.» Un vieil homme hurle en titubant. «Donner moi papier pour Amérique.» Des éclats de rire fusent, des bambins au visage barbouillé se partagent une Kronenbourg, sous l'œil narquois des policiers. Toutes les trois minutes, un RER passe au-dessus de leurs têtes.

Alima Berkoun
Photos Bruno Charoy



Depuis hier, les Tziganes peuvent se rendre à la préfecture pour s'inscrire à l'aide au retour.

Un peuple entier ne peut être mauvais

Tony Gatlif est réalisateur et «gitan à fond la caisse». Son huitième long métrage, «Latcho Drom» sort le 3 novembre. Il en appelle au respect de son peuple. Entretien.

Le Jour: Les politiques envers «les gens du voyage» oscillent entre l'exclusion et l'assimilation. Je suppose qu'aucune des deux ne vous satisfait...

Tony Gatlif: Je suis complètement contre toute politique d'assimilation. Cela ne marche pas. Il faut laisser les gens s'exprimer. L'histoire nous montre que lorsqu'on étouffe les traditions d'un peuple, un jour cela se réveille et cela produit des drames. L'identité, c'est quelque chose de très fort pour tout le monde. Isabelle la Catholique a eu beau enfermer les Gitans, leur couper les oreilles, les réprimer très durement, elle n'a pas réussi à les assimiler. Pour finir elle les a virés avec les Juifs en Afrique du Nord. Assimiler les Gitans? Pourquoi? Au nom de quoi? Je pense qu'il faut commencer par les respecter. C'est plutôt ce travail-là qu'il faut faire. Je suis pour la création d'un institut gitan, comme il en existe pour la plupart des autres minorités. Cela contribuerait à ce qu'ils soient considérés. Et puis leur culture est très fragile. On sait seulement que les Gitans sont partis d'Inde vers l'an mil. Jusqu'au XVe siècle, on ne sait rien. Cinq siècles se sont perdus dans la mémoire. Ensuite, l'histoire du peuple gitan n'est faite qu'à partir de procès-verbaux des flics! Les Gitans n'ont que le souvenir humain. Tout ce qu'ils peuvent dire c'est: «mon arrière-grand-père venait de...»

Dispersés dans le monde, les Roms ont adopté la religion des pays où ils arrivaient: ils sont musulmans en Turquie, catholiques en France etc. Si les uns restent nomades, d'autres se sont sédentarisés. Peut-on encore parler d'une identité commune?

Le nomadisme, c'est la route, la charrette, la caravane. Mais il est aussi dans la tête. Même s'il habite une HLM, même s'il est ancré dans un endroit, l'âme nomade du gitan ne se perd pas. Cela veut dire que tu es libre, toujours capable de tout quitter sans un regret. Et si les rites changent un peu selon les pays, on retrouve partout le même sens de la fête. C'est un seul et même peuple avec une culture

commune. Chez les Gitans, elle ne réside pas dans des choses matérielles, des livres ou des musées. C'est une culture orale, ce sont des traditions. La base, c'est l'éducation des enfants. Les Roms sont les seuls qui permettent à l'enfant d'être libre, très très libre. Un même peut partir une journée sans que sa mère s'affole. Il ne sait pas lire mais il sait se démerder. La société occidentale est obsédée par l'école, le savoir, la discipline. Mais elle n'a pas forcément raison. Les Gitans ont coutume de dire «Qu'est-ce qu'ils ont inventé de mieux que le flamenco?» Des voitures, des avions? Mais la tête des gens est toujours aussi archaïque, l'humanité n'a pas fait de pas. Il n'y a qu'à voir toutes ces guerres, cette barbarie partout dans le monde. Il faut que les gens deviennent plus forts que la voiture. Parce que la voiture, c'est bidon. Un jour, ce progrès va se retourner contre eux, je pense par exemple au nucléaire Les Gitans disent: «On a inventé la musique tzigane». Ce n'est peut-être pas avec ça qu'on fait avancer le monde mais ce n'est pas non plus avec la voiture. Je ne dis pas que la culture gitane est meilleure qu'une autre, je dis que toutes les cultures se valent.

Vous disiez que les enfants sont très libres mais les gens qui les voient mendier dans le métro pensent tout le contraire. Qu'avez-vous envie de leur dire?

Ils croient sans doute que les parents les forcent. Mais pas du tout! Les mêmes gardent l'argent pour eux! Je vous assure que les enfants roms sont tout sauf des martyrs. Il n'y a qu'à voir leur sourire. Un enfant ne triche pas. Un enfant malheureux, cela se voit dans ses yeux. J'étais en Roumanie il y a trois jours et j'ai vu des enfants abandonnés, tristes comme la pierre. Ils n'étaient pas gitans! La mendicité chez les Roms, c'est un boulot. Ils ne vivent pas dans de l'or. Les enfants tendent la main pour demander un franc. Un franc, c'est rien! Mais tendre la main, c'est un geste énorme.

Gitan, Tzigane, Bohémien, quel mot a votre préférence?

J'aime bien qu'on dise les «Roms». Les autres mots sont tellement chargés de haine, ils font peur. En Europe de l'Est, le mot «Tzigane» est une injure, comme l'a été pendant très longtemps le mot «Gitan» en Espagne. L'image négative qui est véhiculée sur les gitans me tue.

C'est là-dessus que je me bats. On les accuse de tous les vices. Ce sont des diables, des voleurs d'enfants, des voleurs de poules, des gens sans foi ni loi. J'ai cherché à comprendre d'où venait cet univers fantasmagorique et je me suis aperçu que de grands écrivains comme Victor Hugo, Mérimée ou Cervantès avaient abîmé les Gitans d'une façon très raciste. Le XIXe siècle à cet égard fut catastrophique. Tous les romans en parlaient, véhiculant toujours les mêmes fantasmes. Celui du voleur, du bandit. Un fantasme d'érotisme aussi. Prenez le personnage de Carmen. C'est une gitane de folklore. Elle n'est pas reconnue par le peuple rom. Mais parce qu'elles étaient libres et à l'aise à une époque où les femmes étaient couvertes de la tête aux pieds, les Gitanes ont fait fantasmé les écrivains. Comme on ne pouvait pas dire de Carmen que c'était une femme libre et moderne, on a dit que c'était une diablesse. Aujourd'hui, rien n'a changé. Les mêmes légendes circulent. Alors que tout est faux! Bien sûr, il y a chez les Roms des crapules, des bandits, comme dans tous les peuples. Mais un peuple entier ne peut être mauvais. Les gens ont peur des Gitans comme du loup tout simplement parce qu'ils ne les connaissent pas.

Propos recueillis par
Laure Panerai



le Jour 9
JEUDI
28 OCT 1993

«Assimiler les Gitans? Pourquoi? Au nom de quoi? Je pense qu'il faut commencer par les respecter.»

Photo Bruno Charoy